

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Je poserais une question connexe bien volontiers, monsieur l'Orateur. Le leader suppléant de la Chambre peut-il donner la raison du retard apporté à la mise en application du rapport?

**L'hon. M. MacEachen:** Pour donner la réponse, il faudrait que je communique avec le vrai suppléant.

### LES MANIFESTATIONS DE VIOLENCE

#### MONTRÉAL—L'EXPLOSION DE BOMBES—AIDE DE LA GENDARMERIE ROYALE

[Français]

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre au sujet des attentats à la bombe qui ont eu lieu à Montréal en fin de semaine.

J'aimerais lui demander si son gouvernement entend venir en aide aux organismes d'action sociale de la ville de Montréal, afin que la relève sociale des populations se fasse dans la paix et non dans le désordre, comme cela existe présentement. J'aimerais aussi savoir si le premier ministre est disposé à demander au solliciteur général de mettre sur pied un service spécial de la Gendarmerie royale afin de venir en aide aux autorités québécoises, étant donné le climat d'incertitude et d'inquiétude qui règne actuellement à Montréal.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, les services dont il s'agit sont toujours à la disposition des autorités légitimes qui en demandent l'usage. Si le gouvernement québécois nous demande effectivement de collaborer dans ce domaine, nous le pouvons, mais il est peut-être utile d'ajouter que, d'une façon continue, des échanges de renseignements et des rencontres ont lieu entre la Gendarmerie royale du Canada et les autres organismes policiers au Canada, y compris ceux de Montréal et de la province de Québec.

### LES FINANCES

#### L'ORDRE DU JOUR DE LA RÉUNION AVEC LES MINISTRES PROVINCIAUX—L'IMPOSITION DE PLAFONDS AUX REVENUS

[Traduction]

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre des Finances. Le ministre doit rencontrer les ministres des finances provinciaux à Winnipeg au cours de la fin de semaine. Je voudrais lui demander s'il peut révéler les articles qui sont à l'ordre du jour de la réunion.

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je serai heureux de le [M. l'Orateur.]

faire demain. Je ne voudrais pas citer inexactement l'ordre du jour.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il l'intention de demander aux gouvernements provinciaux de coopérer avec le gouvernement fédéral en imposant un plafond sur les salaires et, en l'occurrence, le gouvernement a-t-il l'intention de s'intéresser aussi au domaine général des autres sources de revenu, en particulier aux profits, à l'intérêt, aux loyers et aux prix?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, je n'avais pas pensé demander cela aux provinces.

### L'AGRICULTURE

#### QUÉBEC—LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'AGENCE DE COMMERCIALISATION DES ŒUFS

[Français]

**M. Roland Godin (Portneuf):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Le gouvernement ou le ministre de l'Agriculture ont-ils été consultés avant l'établissement de l'Agence de commercialisation des œufs dans la province de Québec?

[Traduction]

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas été consultés au sujet de la création d'un office de commercialisation des œufs dans la province de Québec mais nous aimerions bien qu'il soit coordonné avec les offices de commercialisation des autres provinces et, à cet égard, nous avons eu de nombreuses discussions avec le gouvernement.

**M. Baldwin:** M. Harold Wilson s'intéresse aux œufs.

[Français]

**M. Roland Godin (Portneuf):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Est-il exact que le gouvernement canadien veut contester la validité de cette Agence, sous prétexte qu'elle constitue une entrave à la liberté du commerce entre les provinces?

**M. l'Orateur:** La question, telle que posée, n'est pas recevable.

Je crois que l'honorable député de Joliette veut poser une question supplémentaire.

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander à l'honorable ministre de l'Agriculture s'il a reçu des instances des autorités de l'Ontario et du Manitoba relativement à la non-constitutionnalité de l'Agence centrale de vente des œufs de consommation du Québec et s'il a l'intention de